

Passons maintenant au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Examinons quelques-unes des observations intéressantes qu'il a faites à Halifax. Il a dit que le moment était venu d'avoir un leadership fort. S'il existe de l'unité dans le parti libéral, pourquoi une telle allusion au premier ministre actuel? Certains de ces points ont déjà été mentionnés par le député d'Acadia (M. Horner). Je répète qu'en certaines occasions où le gouvernement était tenu sur la sellette, ses membres n'étaient pas ici pour se défendre. Comme ils ne réfutent pas présentement ces accusations, nul doute qu'ils se contentent de pérorer sur l'unité et de faire un boniment à l'intention du peuple canadien.

Cependant, je ne voudrais pas oublier le ministre du Commerce (M. Winters) au sujet duquel j'aimerais faire quelques remarques intéressantes. Toutes les absurdités que le premier ministre a vomies à la télévision en fin de semaine ne sont qu'une façon malhonnête d'aborder toute l'affaire.

Je sais que le mot «mentir» n'est pas admis à la Chambre et qu'on l'estime contraire aux usages parlementaires. Nous ne sommes pas censés dire qu'un député ment. Je n'ai pas l'intention de le dire maintenant, mais qu'il me soit permis de signaler qu'un précédent vient d'être établi, alors que des députés du parti au pouvoir ont été accusés à la Chambre de mentir et qu'ils n'ont pas eu le bon sens de prendre la parole et de se défendre. Aujourd'hui, la population du Canada fait face à un gros mensonge.

Je le répète, j'ai d'intéressantes observations à faire sur le ministre du Commerce qui devrait maintenant estimer à propos, je pense, de prendre la parole et de défendre son attitude. Plusieurs passages de l'*Annuaire du Canada* ont été cités, dont un a été repris plusieurs fois en rapport avec la déclaration du ministre sur l'intégrité fiscale. Tout ce que je puis dire, c'est que, de nouveau, le gouvernement essaie de faire avaler aux Canadiens quelque chose à \$5 du coup, et qu'il ne peut faire honneur à ce qu'il énonce par écrit. Maintenant l'intégrité du ministre du Commerce a été mise en question de même que l'intégrité du ministre des Finances à l'égard de l'économie canadienne.

Il est également intéressant de constater, monsieur l'Orateur, que cet homme qui avait déclaré en dehors de la Chambre qu'il avait fermé plus de mines que tout autre au Canada a également affirmé que Sydney ne possédait pas une industrie rentable et que par conséquent ne devrait pas recevoir d'aide du gouvernement. C'est lui qui s'est rendu en Inde et a prêté 20 millions au gouvernement indien, mais qui a refusé de prêter la moitié

de ce montant à la population de la Nouvelle-Écosse, afin de lui permettre de régler un problème qu'il connaît bien.

• (9.50 p.m.)

Il est également intéressant de constater, monsieur l'Orateur, que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. MacEachen) s'est présenté devant un auditoire d'environ 20,000 personnes au Cap-Breton cet été et a déclaré que le gouvernement cherchait désespérément un moyen de venir en aide aux intéressés. Lorsque le gouvernement de la Nouvelle-Écosse a indiqué le secours qu'il pourrait apporter, le gouvernement a carrément refusé d'agir. Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, tout en rendant hommage à la population du Cap-Breton, n'a pas assumé ses responsabilités, non plus que le premier ministre. Je vois le ministre qui occupe son fauteuil. Je devrais également mentionner que lors d'un vote précédent, la semaine dernière, j'avais signalé au président le fait que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social avait regagné furtivement son fauteuil et avait voté illégalement de même que d'autres libéraux. Je dirais donc qu'ils ont volé des voix ce jour-là et ont perdu deux votes.

Il est regrettable que tant de ministres soient absents. J'aurais aimé permettre au ministre des Corporations et de la Consommation (M. Turner) de se lever à nouveau. Ces ministres, semblerait-il, ne se lèvent que pour poser la question de privilège. Ils n'ont pas le cran de se lever lorsqu'il s'agit de défendre leur position. Combien y a-t-il de ce côté-là de ministres ou de députés qui ont pris le parti du gouvernement? Le bruit court même que le député d'Antigonish-Guysborough (M. Stewart) aurait déclaré en dehors de la Chambre qu'il se range à l'avis de l'opposition, que le premier ministre aurait dû s'adresser au Gouverneur général.

Je le répète, il est regrettable qu'il y ait tant d'absents parmi les ministres qui devraient être là pour défendre le gouvernement. L'autre soir, lorsque le chef du NPD avait la parole il a fait allusion au ministre des Finances d'abord, puis à un autre ministre et enfin au ministre de la Justice (M. Trudeau). Ce dernier s'est immédiatement esquivé. Lui non plus ne pouvait plus endurer la tension nerveuse. Voilà celui qui est censé évoluer sur un plan supérieur, en tant qu'expert en matière constitutionnelle. Il n'a pas encore soufflé mot à la Chambre; il passe trop de temps devant les caméras. Il y a une semaine à peine, nous ne pouvions pas jeter les yeux sur le petit écran, sans le voir de face, arrivant à fond de train. Depuis quelques jours il tourne le dos aux caméras.

[M. MacInnis.]